

Mardi 19 janvier 2010 – Réunion sur les villes
« La ville, l'avenir du monde ? »

Assemblée nationale - 19h30-22h00

Cercle de réflexion *Inventer à Gauche*

Cette réunion avait pour ambition de s'interroger sur les évolutions sociales et culturelles qui se produisent dans nos villes, d'analyser notre rapport à l'espace, à la mobilité et à la "ville nuage" selon l'expression employée par Jean Viard, de s'interroger sur leur attractivité et la désindustrialisation qui les frappe, à développer une politique de maîtrise du foncier et à envisager la ville sous l'angle énergétique et climatique.

Pour Olivier Mongin, *"Il est temps de reprendre le chemin de la ville, de la traverser et de débusquer ce qui se passe derrière la vitrine de l'urbain"*. La gauche n'a pas suffisamment investi le champ de la ville et de l'urbain. Nous devons nous interroger et inventer sur ce sujet : quel pourrait être une politique de la ville et de l'urbain de gauche au XXIème siècle ?

Plusieurs textes ont été distribués au cours de cette réunion, dont :

- une analyse de Jean Viard intitulée *"La ville nuage. L'urbanité du XXIème siècle"*, publiée dans la revue *Futuribles* (Juillet/Août 2009) ;
- une prise de position d'Olivier Mongin *"Les chantiers de la ville et de l'urbain"*, publiée dans la revue *Esprit* (Juillet 2007).

Ce débat s'est déroulé en présence d'élus locaux, de parlementaires, d'enseignants chercheurs, d'urbanistes et de militants du Parti socialiste, et plus généralement de personnes réfléchissant à la question urbaine depuis de nombreuses années.

De nombreuses idées ont été avancées au cours cette réunion. Vous trouverez ci-dessous un compte-rendu en cinq points :

1 - La question de la ville et de l'urbain généralisé : un défi politique majeur

Pour Michel Destot, « il est urgent de prendre au sérieux le thème de la ville ». Comme le répète Abdou Diouf, ancien Président de la république du Sénégal et actuel secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie : "Le XXIème siècle sera le siècle des villes ou ne sera pas". Une phrase que l'on comprend en se déplaçant à l'étranger ; les villes européennes ne se situent pas à l'échelle des grandes villes du monde. La ville est-elle le miroir de la société ? Avec l'urbain, nous pouvons avoir une vision sociale : (celle des inégalités), mais nous pouvons aussi appréhender les questions de l'innovation, de l'échange, de l'espace multiculturel et international. De ce point de vue, la ville est un condensé de la société.

Bien davantage qu'un discours sur la mondialisation, il s'agit de changer notre regard sur les villes, il faut porter un regard sur le temps et l'espace urbain. L'homme politique doit prendre en compte cette transformation des villes¹ : le transport est un exemple de ses transformations, avec une multiplication par neuf des mobilités. Le résultat est spectaculaire : 50 % des individus vivent à côté de la ville. En France, selon Jean Viard, « on est bon pour gérer la ville bobo (centre-ville, tramway, vélo) ; on l'est beaucoup moins au niveau de deux autres espaces : la ville populaire et l'à côté de la ville. »

Pour Olivier Mongin, bien plus que la ville, et son expansion, il faut traiter des blocages français très lourds sur cette culture de la ville et de l'urbain. La ville, dans sa formulation du Moyen-Age (la commune), est quelque chose de passé. Le langage de « ville » en tant que tel est suranné, il ne parvient plus à donner du sens à cet espace urbain tel que nous le vivons. Il vaut désormais mieux évoquer un état généralisé de l'urbain². La ville présente la spécificité d'avoir des connexions omniprésentes ; et même si la population n'est pas totalement citadine, « on parle de cet 'urbain généralisé' partout dans le monde », résume Olivier Mongin. « Il y a de l'urbain partout ». Désormais, l'histoire du monde est celle des grands espaces urbains.

De plus, en regardant les différents indicateurs de l'urbain, on observe le total décentrement vers les pays émergents par rapport à l'espace européen : les principales villes européennes ne sont plus les figures majeures de ce monde urbain³. En 2006, la ville européenne la plus peuplée était Paris qui se classait 22^{ème}, loin derrière Tokyo (près de 36 millions d'habitants) ou Mumbai (19 millions d'habitants)⁴. Paris, et la région Ile-de-France, n'est qu'un pôle parmi tant d'autres dans le monde du XXIème siècle. Le risque est de

¹ Le rapport présenté par le Maire d'Orléans Jean-Pierre Sueur, intitulé « *Demain, la ville* » et publié en 1998, constitue l'une des dernières grandes réflexions menées sur cette question par la gauche française. La première des cinquante propositions préconisait « La politique de la ville appelle une mobilisation nationale de grande ampleur sur une longue durée. Cela doit se traduire par le vote d'une loi de programmation sur une durée de dix ans ».

² André Corboz, historien de l'architecture et de l'urbanisme, utilise la notion d'« hyper ville » à propos de la Suisse.

³ Il y a une vingtaine de villes de plus d'un million d'habitants en Inde. Même si l'Inde est encore rurale, on dénombre plus de 300 millions de citadins.

⁴ Source : *City Mayors statistics – 2006*. Selon les statistiques des Nations Unies (2004), il y aura 480 agglomérations dans le monde de 1 à 5 millions d'habitants en 2015, représentant près de 915 millions d'habitants.

s'enfermer dans notre modèle et ainsi d'avoir un très mauvais regard sur les ensembles urbains étrangers, qui ont par exemple une très grande proportion d'habitations illégales⁵.

2 - Créer une culture urbaine, c'est fabriquer du commun

a. La création d'une culture urbaine

Cette culture urbaine passe d'abord par un regard sur son histoire et son passé. Il faut apprendre à décrire la ville, à la décrypter. En lui donnant une profondeur historique, on inscrit la ville dans une temporalité qui lui confère tout son sens.

Il faut raconter la ville à ses enfants, que les écoles élémentaires des villes évoquent ce passé, comme on raconte l'histoire de France. Faire ville, c'est se replonger dans sa mémoire, dans son passé. Il n'y a pas de villes sans récit, sans imaginaire.

Il faut par ailleurs insister sur la notion de culture urbaine dans les débats publics. Cette culture urbaine est sous évaluée et manque de mise en scène. Trois raisons expliquent le manque d'intérêt pour cette question : d'abord, « les intellectuels français ne se sont pas intéressés à la ville » rappelle Olivier Mongin ; ensuite, à l'Institut national de l'audiovisuel (INA), « je voyais les professionnels de l'urbanisme qui montraient les logements et ne regardaient pas l'espace public » poursuit Olivier Mongin ; enfin, les hommes politiques en général, et singulièrement le Parti socialiste, devraient davantage s'intéresser à la question de la culture urbaine. La manière de se parler, de se rencontrer... sont autant d'expressions urbaines, qui sont communément pratiquées. Pour Olivier Mongin, l'expérience urbaine est « cette capacité de sortir de soi dans un espace public (...) qui va permettre de faire lien entre l'expérience privée et l'expérience publique ». L'expérience urbaine doit être montrée et révélée⁶ ; la ville symbolise le mouvement.

Les artistes vivent principalement dans le centre des villes (85 % des intermittents du spectacle vivent au centre de Paris), car les espaces publics existent peu en dehors du centre urbain et que la demande adressée à ces artistes provient du cœur de la ville, et beaucoup moins de sa périphérie. Créer une culture urbaine doit être au centre des interrogations des politiques de la ville. Pour Olivier Mongin, l'« anthropologie urbaine » a toute sa place dans une société de citoyens.

b. La création du commun

Qu'est-ce que la ville ? Olivier Mongin rappelle que Ildefonso Cerda (ingénieur et urbaniste espagnol du XIX^{ème} siècle) définissait l'urbanisme comme un service de mutualisation et de partage des risques dans un même espace. La ville ressemble aujourd'hui à un petit Etat-providence. Dans le monde actuel, « la lutte des classes est devenue une lutte des places » poursuit Olivier Mongin : la question du conflit central ne tourne plus autour de la relation « capital/travail » ; en revanche, « la question du rapport à l'espace est devenue tout à fait décisive ».

Il y a une question anthropologique derrière cette analyse du rapport à l'espace : « Personne n'habite n'importe où » insiste Olivier Mongin. La ville est à la fois du solide

⁵ Il y a 70 % d'habitations illégales dans la ville du Caire.

⁶ Il est possible d'évoquer et mieux valoriser les œuvres littéraires ou artistiques qui évoquent un quartier ou qui décrivent la banlieue.

(urbaniste, architecte...) et du rêve, du vécu et un imaginaire. Aujourd'hui, il importe beaucoup plus qu'auparavant de s'inscrire dans l'espace, dans sa manière de l'occuper et de se mettre en mouvement. Vivre en ville est une expérience, une expérience de soi. Construire ce rapport singulier qui n'est ni entièrement dans l'espace public, ni exclusivement dans l'expérience privée. La difficulté se situe au niveau de la cohabitation entre ces différents espaces.

Il faut créer du commun pour Olivier Mongin. L'objectif de la politique doit être de « recréer du temps dans l'espace ». Et ce rapport à l'espace-temps est décisif : nous avons besoin de retrouver des espaces temps, et le pari métropolitain consiste à reconfigurer ces espaces. Ainsi, pour Jean Viard, il convient de créer **des espaces aléatoires de rencontres**, c'est-à-dire des lieux où les habitants peuvent se retrouver et partager un moment (ex : la place de la Comédie à Montpellier, le Vieux Port à Marseille, la Villette à Paris...). Bâtir une ville, c'est aussi et surtout construire ces espaces favorisant le vivre ensemble. La ville est le lieu des déplacements et des rencontres. Ces espaces publics et ces lieux communs sont très importants pour structurer l'espace urbain. L'urbanisme doit anticiper les nouvelles formes de cette vie commune dans la ville. Face à une ville qui se fractionne dans le temps et dans l'espace, cette question du commun se révèle essentielle.

Cette ville qui se décompose est aussi celle de la société aux multiples appartenances de l'individu (par opposition à l'individu autrefois monovalent). Toutes les origines sont complètement brassées dans l'espace urbain de nos sociétés ; il devient de plus en plus compliqué de les comprendre et de les lire. Face à l'émergence de tous ces multiples flux des mondes urbains, il ne faut pas chercher à maîtriser les flux, mais les orienter. Le travail politique de la gauche consiste à orienter ces flux en les mettant en adéquation avec nos valeurs.

Les valeurs de la gauche urbaine ne doivent pas seulement reposer sur la culture traditionnelle (tels que les musées), mais également s'attacher aux cultures émergentes des villes (tels que les marchés urbains). L'enjeu consiste à mener des politiques à partir de la sociologie des pratiques urbaines ; ainsi, nous mènerons la plus décentralisatrice de toutes les politiques. Il convient de réorganiser ces espaces urbains selon nos modèles et nos valeurs.

Au final, penser la ville consiste à réfléchir à la manière de créer du commun. Il faut changer de paradigme pour les élus locaux, les acteurs urbains, les paysagistes ; en créant du commun, il faut connaître les usages de ce commun, les différentes mobilités – notamment la jeunesse – et formuler des réponses politiques à partir de leurs usages. Sylvie Robert, adjointe au maire de Rennes, chargée de la culture, illustre ce propos : 1 % du budget des constructions est dédié aux artistes. Il s'agit de redonner du sens dans l'urbain, donner du récit et des histoires à nos villes. De plus, il convient d'assumer les espaces de respiration dans l'espace public, accepter non seulement les espaces verts, mais également le vide, et redonner à penser et à voir ce *commun*.

3 – Les mobilités urbaines et l'avènement de la « ville-loisirs »

a. Les mobilités urbaines

La ville a effectué sa mutation. La principale cause provient du fait que le(s) temps de vie des individus s'allonge(nt) considérablement depuis le début du XX^{ème} siècle. Pour Jean Viard, nous sommes entrés dans une civilisation de la mobilité (ex : Paris est à trois heures de

Marseille en TGV). La société vit désormais au fil des déplacements de la population et de sa très grande mobilité.

Or, cette mobilité est très inégalement partagée ; le capital mobilité (ou spatial) est certainement l'une des inégalités les plus marquées actuellement⁷. Il existe toujours une profonde segmentation sociale et spatiale⁸. Les nouveaux clivages de la ville se situent entre ceux qui disposent des moyens financiers pour partir et quitter l'espace urbain (en vacances, en week-end...) et les autres (ceux qui vivent et restent dans les tours d'immeuble ; 40 % des français ne partent jamais en vacances). Cela renvoie à un problème central pour le politique : démocratiser la mobilité. Comment intégrer cette dimension dans les politiques publiques ? Les véritables choix d'une politique de la ville consistent à ne pas laisser des populations dans l'incapacité de se déplacer.

Pour Jean Viard, le débat actuel sur la décentralisation doit comprendre la ville comme lieu de mobilité, et non pas comme simplement un échelon administratif : « la carte démocratique doit correspondre à cette carte de la mobilité que j'essaie de décrire », celle des modes de vie, des territoires. Il faut essayer d'observer les individus, de voir comment ils vivent au quotidien et d'en tirer les conséquences qui s'imposent sur le plan démocratique.

Jean Viard précise que 61 % des habitants ne travaillent pas à l'endroit où ils votent. Ceci pose deux problèmes : le premier se situe sur le plan démocratique et plaide pour une redéfinition de la carte électorale autour de l'urbain. « Il faut définir la carte électorale et la placer au niveau de la vie des gens » selon Jean Viard. La carte politique doit correspondre à la carte de la vie urbaine ; le second provient du choix des résidents qui votent finalement contre l'activité économique (usines, restaurants...) qui se situerait à proximité de leur domicile, alors que ce sont ces activités qui fournissent des emplois. Ainsi, il existe une véritable « démocratie du sommeil » dans nos villes françaises, car les habitants votent essentiellement pour le silence. Ils travaillent et ont des temps de loisirs ailleurs, c'est-à-dire qu'ils vivent le plus souvent en dehors de la ville où ils exercent leur citoyenneté.

Nous ne pouvons stopper cette mobilité qui engendre du « tri », selon Jean Viard. Il faut en revanche essayer de la canaliser, de la réguler. Cette mobilité est spécifique à chaque ville qui a une histoire propre, une mémoire singulière⁹ ; il faut conjuguer ces facteurs avec les flux d'échanges. Le politique doit faire du « contre tri » (remettre des commerces dans les quartiers résidentiels, œuvrer à la mixité sociale...), et doubler son action d'un projet démocratique de la mobilité de façon à freiner les processus de sélection.

b. L'émergence de la ville-loisirs

Partons de constats établis par Jean Viard : 12 % du temps urbain est travaillé¹⁰ ; donc, 88 % du temps est occupé à d'autres fonctions. Or, nos villes sont largement structurées en fonction du travail (un lieu de travail avec des quartiers d'affaires, des transports qui relient

⁷ Entre le bobo qui peut s'envoler le temps d'un week-end à Marrakech et l'habitant de Bondy qui n'a pas de voiture, le capital mobilité est très inégalement partagé.

⁸ Jean Viard précise que l'on observe de plus en plus « une segmentation générationnelle entre les territoires » (par exemple, 50 000 retraités quittent Paris chaque année dans les milieux aisés). Or, « il n'y a aucune politique en direction des milieux populaires pour leur permettre de se retirer dans leur région rêvée » insiste Jean Viard.

⁹ « Il n'y a certainement pas deux villes identiques » pour Michel Destot.

¹⁰ On travaille en moyenne 63 000 heures tout au long de sa vie. La durée totale de la vie s'élève à 700 000 heures.

les zones d'habitation à l'entreprise ...). L'antienne « métro, boulot, dodo » nous rappelle cette réalité. Il faudrait inverser cette tendance et revenir à une vision plus partagée des temps urbains, où la place dévolue aux loisirs soit nettement plus conséquente. Le politique doit intégrer ces nouvelles valeurs, et mettre son action en adéquation avec cette nouvelle civilisation de la ville.

Face à ces constats, un cercle de réflexion politique comme *Inventer à Gauche* doit se poser la question du temps (libre ou non travaillé) comme aménageur de l'espace : comment vit-on la retraite ? Comment programme t-on ses loisirs ? A-t-on fait assez pour le silence ? Et pour le tourisme¹¹ ? Et plus une ville est composée de personnes à faibles revenus, moins ses habitants sont mobiles (ils ne disposent pas de maison secondaire, ils n'ont pas la possibilité de partir en vacances...), donc plus il convient d'aménager leurs espaces (de loisir, de retraite, de silence¹²). Or que fait-on politiquement pour ce temps de non travail, de temps libre, de temps du silence ? Quelles sont les nouvelles politiques pour ce changement fondamental des valeurs et des pratiques qui est véhiculée en dehors du temps de travail ?

Selon Jean Viard, l'économie du corps (éducation, santé, loisirs, culture) génère actuellement **40 % des emplois**; la fabrication des objets occupe 15 % à 20 % des salariés, le travail du sol (agriculture, forêt, route, urbanisme) représente environ 10 % des emplois et la logistique (commerce, sécurité, politique) regroupe 30 % du travail. Les pôles d'activités de la ville de demain se situent donc autour de cette économie du corps. Or, la majorité des politiques publiques est orientée vers cette économie industrialisée, alors que l'économie du corps est devenue centrale dans nos modes de vie et dans nos économies.

La ville actuelle, « c'est à la fois Haussmann et le Club Med » (Jean Viard). La ville, ce n'est pas que de l'urbain, des grands boulevards ou du bâti. La ville du XXI^{ème} siècle, c'est aussi et surtout un lieu de détente et de vie après le travail. Ces deux conceptions de la ville coexistent. « Or, les politiques sont encore des enfants d'Haussmann » précise Jean Viard.

Enfin, nous sommes en présence d'une société de la discontinuité, aussi bien sur le plan spatial que temporel. Le mode de vie urbain est composé d'occupations morcelées (travail, repas, transport, loisir, culture...). « Comment faire en sorte que les individus soient acteurs de ces temps successifs ? » interroge Jean Viard. Une vision juste de cette société est celle décrite par la notion de « ville-archipel ». Il faut regarder la France à partir de ses cartes de logements : celle des résidences principales et secondaires¹³, celle des villes inscrites dans des logiques mémorielles ou celles industrielles. Il faut observer la ville en fonction de son réseau de transport (Lyon est à deux heures de Paris, un peu plus d'une heure de Marseille et quelques encablures de Genève). Une deuxième polarisation s'effectue au sein même du logement : le jardin recherché par les habitants est la partie camping pour une société qui cherche à se socialiser au sein même de son logement. Le cœur des réseaux sociaux se font

¹¹ Paris une ville où le nombre de touristes est supérieur à son nombre d'habitants. La France est aussi le seul pays au monde où il y a plus de touristes (75 millions chaque année) que d'habitants. Pour Jean Viard, « le tourisme a été la plus grande source d'aménagement du territoire » dans notre pays.

¹² Le silence est la première revendication des urbains pour Jean Viard.

¹³ Environ 11 % des logements parisiens sont des résidences secondaires (occupées en moyenne 15 jours par an). En période de crise du logement, Jean Viard estime que l'on devrait limiter, voire interdire, cette possibilité (comme aux Pays-Bas).

dans les lieux d'habitation, mais attention le cœur des liens ne peut pas se former dans les logements tels qu'ils le sont actuellement.

Le rôle de l'homme politique consiste à appréhender les villes comme une société de la discontinuité, de la mobilité, des déplacements, et donc source d'inégalités diverses. Il convient d'analyser les mouvements de la population citadine avec certains indicateurs comme le taux d'exode urbain. A Marseille, 40 % des habitants veulent quitter leur ville contre 20 % à Nantes (ce taux étant le plus bas en France), selon Jean Viard. Il existe dans ces villes une inégalité d'accès à la mobilité qui se matérialise par une différence entre ce qui est souhaité et ce qui peut être réalisé. Ainsi, à Marseille, les personnes souhaitant quitter la ville sont nettement moins nombreuses que les individus quittant effectivement la cité phocéenne.

4 – La ville est traversée par des flux, elle devient de plus en plus segmentée

a. La ville traversée par des flux

Olivier Mongin s'interroge : quelles sont la caractéristique des villes actuelles dans le monde ? La ville est constituée de flux – financiers, économiques, médiatiques, d'information¹⁴ – dans un monde que Sigmund Bauman appelle le 'monde liquide'. Et cette liquidité engendre une grande demande de sécurité. Les villes sont reliées à la circulation des flux par les mers, les terres, les airs. L'individu est pris dans ces flux. Ce « monde déterritorialisé » engendre un besoin de reterritorialisation. Tout le monde est dans le global, et travaille à cette recomposition de ce global dans l'espace local. La question métropolitaine émerge à travers cette problématique des flux, ce qui pose des difficultés de pouvoirs dans la relation du monde urbain avec l'Etat. Etre architecte de la ville aujourd'hui, c'est réinscrire ce temps et ces flux dans cet espace, de Kinshasa jusqu'au bourgeois bohème parisien.

Des scénarios lourds nous attendent, et le politique doit y répondre avec sa culture propre : **les lieux laissent la place aux flux**. Dès lors, il faut drainer les flux afin de générer du temps et de l'espace pour la solidarité ; il faut aussi endiguer la privatisation des espaces publics. L'utilisation massive des technologies de l'information et de la communication privatise ces espaces urbains. Nous avons besoin de retravailler à la transformation des lieux privés en espaces publics. Il convient, par exemple, d'œuvrer à remettre les monuments publics au centre (bibliothèques, musées, campus, hôpitaux...), à les intégrer davantage dans la ville¹⁵. Une place centrale doit être accordée à ces espaces dans les villes. Répondre à ce phénomène consiste à substituer la logique de la mixité à la logique de l'entre soi.

b. La ville segmentée

Beaucoup de personnes répètent : « ne mettez pas de limites à la ville ». Cette question est intéressante, car elle relève d'un double scénario : celle de l'extension et celle de la séparation. Ainsi, à Los Angeles on assiste à une réaction à la « suburbanité », d'un territoire sans limite, qui génère cette logique de la séparation. Toutes ces tendances existent en France ; elles sont communes dans l'ensemble des pays. La question pour la ville est celle des formes de la déterritorialisation. Dans cette ville globale, il y a des éléments qui

¹⁴ La ville est traversée par ces flux permanents. Rappelons l'importance des ports maritimes dans le monde (environ 85 % du commerce mondial passe par le commerce maritime).

¹⁵ La question de la place et du statut juridique des forêts est aussi centrale dans cette logique. Aujourd'hui, elles sont le plus souvent sous la coupe de l'Office national des forêts, ce qui ne répond que partiellement aux problématiques d'aménagement urbain.

renforcent ces flux, comme les universités, les transports, les grandes multinationales. Pour Olivier Mongin, « une ville globale est justement une ville qui n'a pas de lien avec son environnement proche », alors que l'expérience urbaine est ce rapport du dehors et du dedans. On revient alors à cette question centrale : est-ce que la ville (européenne) peut éviter ces logiques de segmentation ?

Pour les éviter, il faut revenir aux pratiques des cultures urbaines. La ville, et ses acteurs, fabrique déjà ce commun, avec les images et les sons qu'ils imaginent et reproduisent. « Toutes leurs villes ont leurs écrivains. » rappelle Olivier Mongin. L'enjeu consiste à regarder la ville telle qu'elle s'écrit : « il faut repartir des pratiques, il y a déjà du commun qui travaille ». Cette matière est créée par ceux qui vivent dans la ville, par les acteurs eux-mêmes. Mais cela n'est pas assez mis en avant. Les pratiques urbaines existent, elles sont musicales, artistiques... Les pratiques communes sont les éléments qui vont rendre possible l'unification de la ville.

Cela signifie qu'il convient de repenser la question du lieu qui précède le programme politique. Ainsi, le travail urbain doit être mené à travers les différentes connexions et discuté dans les espaces publics. Les campus universitaires, les hôpitaux... sont actuellement extrêmement relégués dans les débats publics¹⁶, alors qu'ils devraient être au cœur des questions politiques de la ville. Par exemple, la plupart des bibliothèques, à part le Centre Georges Pompidou de Beaubourg, ferme très tôt. Les espaces publics doivent anticiper le développement des villes et des habitants : construire une bibliothèque pour une population qui ne sait pas lire, c'est lier le problème de l'accès à celui de l'espace public. Ce sont ces énergies qu'il nous faut déployer à nouveau. Elles ont trop été ignorées par les architectes du Grand Paris. Il faut se recentrer sur ces fondamentaux : l'espace public est un espace qui peut créer de l'accès, une métropole doit agglomérer toutes les tendances anthropologiques, économiques, artistiques, culturelles, urbaines.

Pour Olivier Mongin « Nous avons beaucoup à apprendre dans ces pays cassés au niveau de l'urbain (Mexico, Lagos...) ». Ces villes cassées nous enseignent bien davantage sur nous-mêmes que les villes européennes. Dans un monde de flux, il n'y a plus de retour au local possible. Il faut parler d'« utopies possibles », la question urbaine est au centre des interrogations, car au cœur de la question démocratique.

Il apparaît nécessaire d'avoir un regard et des pratiques multiples sur la ville : l'urbaniste qui a une culture d'ingénieur (culture technicienne) apporte un regard nécessaire ; la pratique de l'architecte (culture artistique) est vitale ; celle de l'anthropologue, du sociologue, de l'acteur de la ville (culture humaniste) est centrale. Il faut d'abord mêler ces différents regards. Il convient, ensuite, de faire évoluer l'approche de l'urbaniste et de le rapprocher du pouvoir local (au détriment de sa culture traditionnelle 'Ponts et Chaussées') ; de transformer les perspectives de l'architecte en le formant dans les Universités (en plus du Ministère de la Culture) ; et d'éloigner les paysagistes du Ministère de l'Agriculture. Ces métiers de la ville doivent donc évoluer au gré des transformations de cette société urbanisée.

Enfin, il convient de construire un lieu où ces professionnels puissent construire une approche commune de la ville. Olivier Mongin rappelle qu'il existe un Centre culturel contemporain à Barcelone (*Centre de Cultura Contemporànea de Barcelona, CCCB*) « qui s'apparente à un Beaubourg consacré à la ville ». Ainsi, « toutes les personnes qui peuvent

¹⁶ A Lille, l'hôpital public est bien intégré dans la ville.

faire la ville travaillent en commun (artistes, ingénieurs, politiques, urbanistes, architectes...). Ils travaillent ensemble, car « la ville est un espace qui met en commun » des éléments qui ne s'appartiennent pas nécessairement *a priori*.

5 – La ville entre développement économique et avènement d'un véritable projet de décentralisation urbain

a. La ville, lieu du développement économique

Pour Michel Destot, l'approche de cette réunion était anthropologique, sociologique, culturelle, mais certainement pas assez économique. La préoccupation centrale des français, c'est l'emploi. La politique est aussi d'aménager l'espace urbain par son tissu économique. La lumière de l'emploi draine une population qui cherche du travail ; à Grenoble, ces personnes viennent de France, mais aussi des quatre coins du monde¹⁷. Une ville est connue pour être un lieu de pouvoir, un lieu de décision économique. Par exemple, au niveau international, les entreprises prennent contact avec les maires pour réaliser des investissements (ex : la cité-Etat de Singapour).

Il y a deux espaces à développer : la région et les agglomérations ; renforcer les régions et la métropole est impossible sans définir son corollaire, c'est à dire un espace démocratique. Cela n'a pas plus de sens si l'on ne donne pas le droit de vote aux personnes d'origine étrangère. En France, « la faible culture de l'expérience urbaine peut s'expliquer aussi par un faible esprit de démocratie urbaine » pour Olivier Mongin.

Pour le Parti Socialiste, la question est de savoir si l'on préserve le *statu quo*. Qui ne veut pas de la communauté urbaine : l'Etat et/ou les villes ? C'est à la gauche de se saisir de ces débats. Aujourd'hui c'est de la « gouvernance », donc complexe, et ce n'est pas démocratique.

A Paris, c'est le problème de la ville centre, qui « patrimonialise » son image avec les autres territoires. Cette ville centre est placée dans une double opposition : d'une part, avec le reste du territoire francilien, c'est-à-dire avec sa périphérie urbaine ; d'autre part, avec le reste du territoire français, c'est-à-dire dans son rôle de capitale de la France. Ce modèle central est dépassé dans des sociétés de mobilité et de réseau. Aujourd'hui, la ville est polycentrée, polymodulaire (et ne peut se résumer avec un centre et une périphérie).

b. Inscrire un véritable projet de décentralisation urbain dans l'agenda politique

La France conserve sa culture jacobine. La France n'a jamais donné de pouvoirs aux villes (cf. la commune en 1871 qui a menacé le pouvoir central), elle a toujours préféré le transférer aux territoires (communes et départements). La ville n'a donc jamais été un acteur politique majeur.

De plus, les lieux urbains sont des lieux d'innovation et de renouvellement, l'histoire de France a toujours été celle d'un Etat unifié ; la décentralisation a été extrêmement partielle, essentiellement des compétences sans les ressources ; les espaces urbains en tant qu'innovation n'ont jamais été une préoccupation ni de la gauche, ni de la droite. A-t-on vraiment mené un processus de décentralisation de l'urbain ? Va-t-on véritablement donner

¹⁷ Grenoble accueille la deuxième communauté anglaise en France après la ville de Paris.

du pouvoir aux villes ? A droite, comme à gauche, on a manqué de volonté et d'ambition politique. Pour Jean Viard, « il faut passer de la décentralisation des espaces à la décentralisation des villes. Les villes, prises comme un hub, et non la ville au sens de limite administrative. »

La France est un pays très moniste parce que très divers. Les **villes** n'ont jamais eu de pouvoir dans l'organisation du pays ; le pouvoir ayant été confié aux **territoires**. Va-t-on donner le pouvoir aux villes, comme hub¹⁸ de ce monde des déplacements ? Avoir un hub est un atout si on le considère comme un agent de mobilité. Jean Viard complète cette analyse dans son dernier article : « Paris plus le TGV, qui permet à n'importe quel point du territoire ou presque d'être relié à la capitale et à ses services de niveau mondial. Ce modèle-là est notre atout principal, **une conurbation de près de soixante millions d'habitants** (...). »¹⁹

Cette non prise en compte de l'expérience urbaine se ressent y compris dans l'échec de Copenhague ou dans le Grenelle de l'environnement. Il manquait une participation pleine et entière des acteurs locaux. Désormais, la seule solution est de renverser la vapeur : la plupart des décisions, comme par exemple Copenhague, relève du champ des collectivités locales²⁰. Il faut dès maintenant que la gauche affirme véritablement sa conviction dans la décentralisation, aussi bien au niveau national que sur le plan européen. Le débat de ce soir ne faisait que lancer cette discussion.

www.inventeragauche.com

¹⁸ Il n'y a que deux hubs en Europe : Londres et Paris. Los Angeles et New York aux Etats-Unis.

¹⁹ Jean Viard, « *La décentralisation est-elle dangereuse pour l'unité nationale ?* », dans *Pouvoirs locaux*, N°83 IV/2009, P40.

²⁰ 73 % des investissements publics sont réalisés par les collectivités ; la mise en œuvre des politiques de développement se fera essentiellement dans les villes.